

SUPPLEMENT A LA REVUE

"SOCIALISME OU BARBARIE"

# POUVOIR OUVRIER

Juin 1960 - N°19

Prix: 0,20 NF.

## SOMMAIRE

Solidarité avec le peuple algérien.

Grèves fractionnées ou mouvement d'ensemble.

Lutte contre la guerre au Japon.

Les Conseils Ouvriers et la gestion de la société moderne (II).

### La Parole aux Travailleurs

- Le rendement à l'école primaire.
- Les polyvalents.

### SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE ALGERIEN

L'invitation lancée par De Gaulle au FLN est avant tout le résultat de la lutte obstinée et héroïque du peuple algérien depuis six ans.

La bourgeoisie française a fini par reconnaître les faits : une armée de 500.000 hommes, les meilleures armes, la police, les prisons, les camps de concentration, la torture, sont impuissants à mater la révolte des algériens. Il lui faut donc négocier, essayer de sauver ainsi ses principaux intérêts économiques en Algérie.

Quinze ans de guerres coloniales et d'échecs, un million de morts en Algérie, auront été nécessaires pour que cette bourgeoisie patriotarde comprenne la force irrésistible du mouvement d'émancipation qui balaie l'Afrique et l'Asie. Et elle n'a pas encore fini de s'accrocher !

De l'autodétermination reconnue par De Gaulle le 16 septembre 1959 à l'offre faite au FLN le 14 juin 1960, neuf mois se sont écoulés. Neuf mois pendant lesquels non seulement la lutte a continué aussi dure, aussi féroce, mais encore la tentative parallèle de constituer une "troisième force algérienne", indépendante du FLN, qui se rallierait à De Gaulle, a complètement échoué ; les résultats minables des dernières élections cantonales en Algérie l'ont clairement prouvé. Mais neuf mois aussi qui ont permis à une partie de la population française de sortir de son indifférence, de sa passivité. Le mécontentement contre la guerre s'est approfondi, en particulier après le discours de De Gaulle dit "des popot es" annonçant une guerre longue. En même temps, et non sans liaison avec ce mécontentement, des mouvements revendicatifs ont éclaté et se sont amplifiés. Des militants, des intellectuels, des jeunes ont pris des initiatives de lutte contre la guerre qui ont accéléré ce réveil. A la résistance irréductible des algériens, au danger de la voir encore renforcée par l'aide chinoise, est venue s'ajouter la déterioration de la situation en France même. Et cette déterioration - très sensible dans la jeunesse - a incontestablement hâté la décision de De Gaulle.

En effet, lorsque des filles de colonel se mettent à transporter des valises pour le compte du FLN, lorsque des lycéens préchent la désertion, lorsque des organisations aussi conformistes que l'Union des Etudiants de France défient le Gouvernement, c'est que, pour parler comme un bourgeois : "le moral de la jeunesse est atteint". Oui, la jeunesse, et surtout la jeunesse étudiante, a compris qu'on

lui mentait. Elle a compris que les combattants algériens ne sont pas des bandits mais des hommes comme on en voit peu en France : des gens qui croient à ce qu'ils font et risquent leur vie, et plus que leur vie, pour leur cause. Des jeunes de plus en plus nombreux savent maintenant se qui se cache derrière les grands mots, le bla-bla-bla des discours officiels, les misérables fadasises des journaux, les communiqués imbéciles des états-majors. Pour beaucoup de ces jeunes, la situation est fort claire : aujourd'hui, demain, on recevra la feuille et il faudra passer 27 mois à "pacifier", à "casser du fellagha", à prêter main forte, ou du moins à assister, à "l'exploitation opérationnelle" des prisonniers, à la mise en condition des populations derrière les barbelés.

La guerre d'Algérie écoûtre la jeunesse et, à travers cette guerre, c'est le régime lui-même qui commence à l'écoûter.

Il est vrai que cette réaction est moins nette dans la population en général. Si la stagnation du niveau de vie et l'aggravation des conditions de travail provoquent depuis des mois des luttes dans les entreprises, des grèves, des manifestations, si même, répondant aux mesures contre l'école laïque, 300.000 manifestants viennent d'affirmer à Vincennes leur opposition au régime, la guerre d'Algérie, elle, n'a suscité jusqu'ici qu'un mécontentement sourd qui, pour la grande masse, ne traduisait ni solidarité envers les algériens ni même volonté d'exprimer ouvertement ce mécontentement.

Mais l'attitude de la grande masse dépend pour beaucoup de l'action ou de l'inaction des fractions les plus conscientes des travailleurs, des jeunes en particulier. Ce sont des jeunes qui se trouvent maintenant partout où une manifestation quelconque d'opposition a lieu. Ce sont des jeunes, travailleurs, étudiants, qui ont incité 53 organisations de jeunesse à prendre publiquement position pour l'arrêt de la guerre, qui ont poussé dans des nombreuses villes à la constitution de "cartels" syndicaux et politiques avec ce même objectif. Bien sûr, l'action de ces organisations syndicales et politiques s'est limitée jusqu'ici à une vague agitation superficielle, à des voeux pieux pour "la paix", quand ce n'était pas l'appel à soutenir De Gaulle, comme en janvier dernier. Elles n'ont jamais appelé à une lutte ouverte, efficace, contre la guerre d'Algérie. Elles n'ont jamais été l'avant-garde qui donne l'exemple et entraîne ainsi les hésitants, les tièdes, mais le frein qui retient les éléments les plus combatifs. Aujourd'hui, la poussée de leurs propres militants, de la jeunesse étudiante, peut peut-être les entraîner au-delà des simples protestations platoniques, les obliger à faire quelque chose. Mais ce n'est pas sur elles que les jeunes, étudiants, travailleurs, peuvent compter. Dans les semaines qui vont suivre, c'est surtout sur eux-mêmes qu'ils doivent compter. Et ces semaines seront décisives.

En effet, De Gaulle se trouvera dans quelques jours face aux représentants du peuple algérien pour défendre les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie française. Il peut faire suffisamment de concessions pour rendre possible l'arrêt des hostilités, tout en défendant les intérêts économiques essentiels du capitalisme français en Algérie et en espérant pouvoir les conserver et même les développer par la suite. Il peut aussi ne pas faire ces concessions et essayer de continuer la guerre. Mais l'essentiel pour lui ce n'est ni la jeunesse française ni le peuple algérien, l'essentiel c'est de sauvegarder ces intérêts capitalistes. Les concessions qu'il fera - et donc les chances d'un arrêt de la guerre - dépendent à la fois de la force des algériens et de la situation en France.

Au moment où le mécontentement s'accroît dans la population travailleuse et la jeunesse, où la bourgeoisie française recule et se déclare prête à négocier la solidarité avec la lutte que mènent les algériens doit être affirmée publiquement, l'opposition à la guerre ET AUX INTERETS DES CAPITALISTES ET DES COLONS EN

ALGERIE doit être manifestée ouvertement, de manière à peser sur les décisions du Pouvoir en France. Les jeunes, ouvriers et étudiants, les militants, doivent y contribuer de toutes leurs forces.

L'exemple des étudiants et des travailleurs japonais est là pour nous prouver la puissance de ceux qui sont décidés à se battre.

- - - - -

### GREVES FRACTIONNEES OU MOUVEMENT D'ENSEMBLE ?

Après avoir atteint un point culminant avec les deux grèves de 24 heures des cheminots et des fonctionnaires, le mouvement revendicatif se poursuit sous forme de grèves locales ou de mouvements par régions mais limités à quelques heures ou à une demi-journée. Pour les centrales syndicales, il s'agit de faire des "démonstrations" plutôt que de s'orienter vers un mouvement d'ensemble, vers un combat sérieux contre le patronat.

C'est le mécontentement des travailleurs, leur désir de se défendre qui les ont poussé depuis quelques mois à se mettre en grève. A Lyon, les cheminots ont arrêté spontanément le travail contre les horaires qu'on voulait leur imposer. Le mouvement a fait tâche d'huile. Dans telle usine, les ouvriers ont débrayé d'eux-mêmes, pour les salaires ou contre les cadences; dans telle autre, quelques jours plus tard, les travailleurs ont déclenché un mouvement pour les mêmes raisons. Les employés du métro-bus, à Paris, étaient aussi mécontents et voulaient faire quelque chose.

Qu'ont fait les syndicats ? Ils ont fait ce qu'ils font depuis des années, ce qu'ils avaient coutume de faire sous la IVème République et qu'ils ne faisaient plus, il faut l'avouer, depuis la Vème. Les syndicats ont repris leurs vieilles habitudes. Ils ont répondu au mécontentement en lançant des mots d'ordre de grève. Mais, comme d'habitude, ils ont pris soin de morceler le mouvement partout; ils ont lancé la tactique de la grève tournante, "celle qui ne coûte pas cher aux travailleurs et qui ennuie tellement les patrons".

Dans la métallurgie, les grèves tournantes ont commencé en mars; elles continuent ici et là, ou bien sont remplacées par des arrêts de quelques heures ou d'une demi-journée, exceptionnellement d'une journée. A Paris, les grèves-surprise du métro-bus ont déclenché un ordre de réquisition du Gouvernement. Contre une telle mesure, la seule réponse efficace serait un mouvement d'ensemble, avec l'appui de toutes les autres catégories de travailleurs. Mais les centrales syndicales se contentent de protestations platoniques.

La "tactique" du morcellement, de la dispersion est appliquée partout. A la SNCF, par exemple, un jour grève à la gare Saint-Lazare : seuls les trains qui conduisent les ouvriers chez SIMCA marchent. Pourquoi ? Pour ne pas gêner les autres corporations. Chacun sa grève, voyons !

On fait encore mieux : les grèves du métro-bus sont décommandées le jour où les fonctionnaires débrayent. Pourquoi ? Parce que, disent les syndicats, il faut bien montrer qu'il ne s'agit pas des mêmes revendications.

En effet, si les mouvements sont morcelés, les revendications aussi. Dans la métallurgie, la revendication de 25 fr. pour tous est celle que l'on donne en pâture aux travailleurs, mais en réalité, dès qu'on fait une heure de grève, on demande une augmentation en pourcentage. La revendication hiérarchique est, le plus souvent, maintenue. Chez les fonctionnaires, chez les cheminots, ce sont aussi des revendications hiérarchisées. Après le chacun sa grève, il y a chacun sa revendication : très peu pour les bas salaires et un peu plus pour les hauts.

Qu'y a-t-il de changé pour les travailleurs après quelques mois de mouvement partiels ? Si les patrons ont cédé un peu par endroits, dans les secteurs essentiels ils ont tenu bon. Ils ont durci même leur position et pris des sanctions. Des délégués et des militants ont été licenciés dans certaines usines. Souvent, les travailleurs ont réagi contre les sanctions, comme à la SNCF, où ils ont eu gain de cause, ou chez Duceiller, à Issoire, où la grève contre les sanctions se poursuit depuis trois semaines. Mais dans d'autres cas, les sanctions ont été appliquées définitivement. Et les patrons ont brandi, pour les justifier, les accords que les syndicats avaient eux-mêmes signés !

Beaucoup d'entre nous se lamentent. Les uns disent : les syndicats se foutent de nous ; les autres disent : les travailleurs se dégonflent.

En réalité, les syndicats font ce qu'ils ont fait depuis des années et feront encore pendant des années. Ils mesurent le mécontentement et décrètent des grèves "pour contenter les travailleurs". Si le mécontentement est plus grand, ils feront plus. Les travailleurs, eux, font leur choix : ils acceptent ou n'acceptent pas ce que leur proposent les syndicats. Ils choisissent ce qu'on leur propose, mais rarement proposent autre chose. Ce sont des consommateurs de grève comme de frigidaires. Ils prennent ce qu'on leur a fabriqué. Bien sûr, ils ont des idées. Souvent, ils disent : si on faisait un mouvement tous ensemble, on aurait satisfaction. Mais ça, personne ne le propose. Ce n'est pas une marchandise que l'on trouve sur le marché du syndicalisme.

Alors, cette idée, il faut la développer, il faut la défendre, s'organiser pour la propager. IL FAUT CESSER LE MORCELLEMENT DES GREVES, IL FAUT UNIFIER ET COORDONNER LES LUTTES. Il faut défendre les REVENDICATIONS UNIFORMES. Il faut mettre en avant les revendications SUR LES CONDITIONS ET LA DUREE DU TRAVAIL.

S'il n'y a pas des agences officielles qui prennent en charge ces idées pour les défendre, les travailleurs conscients doivent les défendre eux-mêmes. Ils doivent les défendre dans les syndicats s'ils sont syndiqués, dans les usines, dans leur lieu de travail. Et ils doivent aussi montrer ce que tout cela veut dire : que l'on n'obtiendra pas les 40 heures ni les 25 fr. de l'heure en faisant des mouvements partiels et en criant une fois par an "des sous Charlot" sur l'air des lampions.

-:-:-:-:-:-:-:-

#### LUTTE CONTRE LA GUERRE AU JAPON

En France, lorsqu'on reçoit la visite d'un Grand tel que Ike, on l'acclame, on le couvre de fleurs, on le trouve si simple, si sympathique...

Au Japon, on fait grimper son représentant à l'échelle comme un singe, on prépare des "brigades du bruit" pour l'empêcher de dormir durant son séjour, et, finalement, on le force à se décommander.

Les japonais, eux, se sont bien rendu compte qu'en venant chez eux, Ike ne faisait rien d'autre que de visiter un des bastions du système défensif occidental, que cette visite et la ratification du traité nippo-américain ne font qu'un, et que tout cela tend seulement à utiliser le Japon pour les besoins de la défense occidentale.

Mais de la défense de qui s'agit-il ? De celle de l'impérialisme américain et des patrons japonais. Quant au peuple japonais, il est payé pour savoir ce qu'une guerre atomique lui apporterait comme avantage inappréhensible, en échange de cette participation au système de défense occidental. Il ne veut pas être impliqué dans une guerre qui, de toute façon, serait faite contre lui. Il veut vivre pour autre chose que pour le droit d'être grillé dans le "camp de la liberté". C'est cette protestation élémentaire qui a fait combattre dans la rue des dizaines

des milliers de travailleurs et, à leur tête, les plus résolus, les plus exigeants, les jeunes étudiants. Ceux-là n'ont pas fait confiance aux pétitions et autres manifestations du même genre pour peser sur la décision de la Diète japonaise. Ils n'ont fait confiance qu'à leur propre force. Enfin, ils ne se sont pas contenté d'une démonstration, laissant à d'autres le soin d'en tenir compte ou pas. Ils sont restés mobilisés pendant des semaines, renouvelant et intensifiant sans cesse leur action.

Il est vrai que le pacte nippo-américain a fini malgré cela par être ratifié - "à la sauvette". Mais les américains reconnaissent avoir subi, de par ces événements, "leur plus grave défaite en Orient depuis Pearl Harbour". Cette défaite, ce ne sont pas les agents russes ou chinois qui la leur ont infligée, pas plus que ce n'était des agents américains qui avaient en 1956 organisé la révolte du peuple hongrois contre l'impérialisme russe. Ce sont des travailleurs et des étudiants qui ont refusé d'être vendus comme du bétail par les bourgeois japonais à l'impérialisme américain.

LES CONSEILS OUVRIERS ET LA GESTION  
DE LA SOCIETE MODERNE (II)

En constituant des conseils ouvriers, les travailleurs ont tenté à plusieurs reprises de s'emparer de la gestion de l'entreprise et de la production; ils ont été amenés, en même temps, à attaquer et à détruire les anciens organes du pouvoir bourgeois ou bureaucratique - l'Etat, les municipalités - et à les remplacer par l'organisation locale et centrale des conseils (1).

## Le pouvoir des conseils

Ainsi, sous leurs deux formes : comités ou conseils d'usine prenant la direction des entreprises, et conseils constitués sur une base locale, régionale, nationale, dirigeant les affaires de la localité, de la région, du pays, les conseils ouvriers visaient à gérer la société toute entière.

En effet, à cette tentative d'organisation de la société par les conseils ouvriers ont participé également des organismes représentant les autres couches de la population travailleuse, en premier lieu les paysans. Cette participation - dont la révolution espagnole de 1936 constitue le meilleur exemple - s'explique par le fait que les intérêts de la majorité des paysans (ouvriers agricoles, métayers, fermiers, petits propriétaires) sont radicalement opposés à ceux des sociétés commerciales et des grands propriétaires, qui les exploitent sous des formes multiples. Il est certain qu'une nouvelle révolution ouvrière, disposant de l'appui d'une large fraction de la paysannerie, serait ainsi à même de résoudre les problèmes que poserait la coopération de l'agriculture avec l'industrie.

L'organisation de la société reposerait alors véritablement sur la population travailleuse, car non seulement celle-ci serait représentée dans son ensemble, mais encore, par le canal des conseils et des communautés agricoles, exercerait effectivement la gestion de toutes les activités productives et sociales.

C'est le Parti Communiste allemand qui, au cours de la révolution de 1919, a clairement défini pour la première fois cette forme d'organisation. L'expérience du mouvement ouvrier depuis lors, en particulier celle des conseils ouvriers

(1) Voir, dans P.O.n°18 : "Les Conseils Ouvriers" (I).

hongrois de 1956, permet d'en établir les principales articulations :

- 1) Conseils ouvriers élus sur la base d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.
- 2) Conseils ouvriers locaux et régionaux formés par les délégués des conseils des entreprises, ou groupes d'entreprises, de la localité ou de la région.
- 3) Assemblée Centrale des conseils ouvriers formée par des délégués élus par les organismes de base (entreprises, groupes d'entreprises, etc.).
- 4) Gouvernement des conseils élu par l'Assemblée Centrale des conseils.

A chaque échelon, les délégués seraient toujours élus et révocables en permanence. A chaque échelon, ces organismes ne seront pas seulement représentatifs mais auront des fonctions de gestion et d'organisation.

#### "Démocratie" bourgeoise et démocratie socialiste

Un tel système n'a rien à voir avec la "démocratie" bourgeoise : il en est la négation.

Tout d'abord, parce que le système des conseils est COMPREHENSIBLE et CONTRO-LABLE par la population travailleuse, alors que les institutions de la "démocratie" bourgeoise ne sont qu'une jungle obscure, un encombrement de machineries et d'appareils dont aucun travailleur ne comprend le fonctionnement, mais dont le contrôle se trouve, en fait, dans les mains de la classe capitaliste.

La "démocratie" bourgeoise signifie voter tous les quatre ou cinq ans pour des programmes qui ne concernent que des questions secondaires - jamais le travail des gens, l'exploitation, la vie réelle des travailleurs - Elle signifie voter pour des individus ou des partis qu'il est impossible de contrôler ensuite. Dans une société - aussi "républicaine" soit-elle - où tous les moyens d'information : presse, radio-télévision, cinéma, sont dans les mains de la classe dominante, où la pression bourgeoise se fait sentir à tous les niveaux - à l'école, au bureau, à l'atelier, à la campagne - dans un régime où l'argent règle toute l'activité humaine, les consultations électORALES ne sont que le moyen de faire accepter aux travailleurs des solutions contraires à leurs intérêts.

Dans la démocratie des conseils - la démocratie socialiste - non seulement la pression bourgeoise sera éliminée avec la bourgeoisie elle-même, mais les moyens d'information seront dans les mains des organismes ouvriers. Dans la démocratie socialiste, ce n'est pas tous les quatre ou cinq ans que les travailleurs seront appelés à se prononcer, ils pourront se prononcer en permanence ; ils ne se prononceront pas sur des questions secondaires, mais sur les questions essentielles, c'est-à-dire aussi bien sur leur travail, leur niveau de vie, que sur le logement, l'éducation ou les questions générales concernant la vie de tout le pays. Dans la démocratie socialiste, les représentants des travailleurs seront contrôlés en permanence et pourront être révoqués à tout moment par ceux qui les ont désignés.

Un tel système suppose, bien entendu, l'information au service de la population non l'endoctrinement systématique ou le mensonge quotidien à longueur d'ondes et de colonnes. La population travailleuse pourra ainsi se prononcer, non sur des "slogans", mais sur la base de données, à la fois simples, suffisantes et fidèles, exprimant l'essentiel des problèmes qui se posent. ELLE POURRA SE PRONONCER EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

La diffusion d'informations sous cette forme sera faite à tous les niveaux - aussi bien par le conseil d'une entreprise que par le Gouvernement des conseils - qui disposeront pour cet échange continuels entre les plus hauts organes du pouvoir ouvrier et l'immense réseau des conseils d'entreprise, de tous les moyens de communication que la technique moderne offre à l'homme : radio, télévision, cinéma, etc.

### Les conseils dans l'entreprise

Mais comment des conseils élus et révocables, des organismes "si simples", pourront-ils se substituer à l'appareil technique d'une usine, à l'appareil complexe de l'Etat moderne ? Telle est la principale objection de ceux qui, tout en approuvant l'idée du pouvoir des conseils, contestent la possibilité de son application pratique.

Or, c'est cette objection elle-même qui est fausse, car la fonction des conseils ouvriers n'est pas de remplacer des appareils techniques ou des administrations complexes.

Tout d'abord, sur le plan de l'entreprise, en régime capitaliste, il est déjà possible de faire la différence entre organismes techniques et organismes de direction. Ces derniers ont pour tâche principale d'exploiter au maximum la force de travail des ouvriers, d'organiser l'usine dans ce but; ils ont aussi pour tâche de fixer les objectifs de production de l'entreprise suivant la demande d'un "marché", non les besoins réels des gens, et en vue de réaliser un profit, non de satisfaire ces besoins.

Dans l'entreprise capitaliste, les organismes techniques sont soumis aux organismes de direction, même si, le plus souvent, les uns et les autres se trouvent mêlés. La technique elle-même est orientée en vue de faire produire plus et plus vite à chaque ouvrier, non de diminuer son effort, et en vue d'obtenir des produits plus faciles à vendre, non des meilleurs produits.

La première tâche de la révolution dans l'entreprise sera d'effectuer une énorme simplification dans ce domaine (comme d'ailleurs dans tous les domaines de la vie productive et sociale). La direction proprement dite - les responsables de l'exploitation des ouvriers en somme - sera purement et simplement supprimée. Mais une partie des services aujourd'hui appelés "de direction" sera également supprimée dans la mesure où ces services ne s'occupent que de publicité, de marché, etc., l'autre partie étant transformée en simples services d'approvisionnement et de liaison. LA DIRECTION DE L'ENTREPRISE SERA ASSUMÉE PAR UN CONSEIL OUVRIER ÉLU ET REVOCABLE.

La tâche de ce conseil, sur la base des discussions et des décisions prises dans les assemblées d'atelier, de département, de bureau, etc., consistera à organiser l'exécution des objectifs de production et à déterminer les conditions du travail : horaires, méthodes, vie du travailleur dans l'entreprise en général. Le conseil ne remplacera pas les organes techniques, il les modifiera simplement pour que leurs fonctions restent strictement techniques. Les solutions proposées par les techniciens seront examinées quant à leur conséquences : 1) sur les objectifs de production de l'entreprise; 2) sur le travail des producteurs. Une coopération étroite entre techniciens et ouvriers s'instaurera dans l'organisation pratique des fabrications.

### Le Plan de production général

Les décisions des conseils d'usine ou d'entreprise seront prises dans le cadre d'une orientation générale de la production définie, elle, pour l'ensemble du pays, par l'Assemblée Centrale des conseils ouvriers. Celle-ci, en effet, disposera de toutes les informations économiques et techniques qui, sous une forme simplifiée mais substantielle, lui seront fournies par les organismes spécialisés chargés d'élaborer et de proposer le Plan de production général.

L'orientation générale de la production définie par l'Assemblée Centrale des conseils ouvriers - sous forme d'un Plan de production général - sera soumise aux assemblées d'entreprises dans tout le pays. Pour que la discussion de ce Plan puisse se faire EN CONNAISSANCE DE CAUSE, il faudra condenser en quelques points l'essentiel de son contenu.

Il s'agira donc de décider : a) du temps de travail que la population veut consacrer à la production ; b) de la partie de la production existante qu'elle veut consacrer respectivement à la consommation individuelle, à la consommation publique (hôpitaux, écoles, habitat, services, etc.), à l'investissement.

Le plan soumis aux travailleurs devra donc spécifier :

- 1) La durée de travail qu'il implique.
- 2) Le niveau de la consommation pendant la première période.
- 3) Les ressources consacrées à l'investissement et à la consommation publique.
- 4) Le rythme d'augmentation de la consommation pendant les périodes à venir.
- 5) Les tâches de production incombant à chaque entreprise.

Chaque plan sera accompagné de plusieurs "variantes" offrant un choix aux travailleurs. Par exemple : si l'on diminue la durée de travail de tant, le niveau de la consommation ne pourra, à son tour, augmenter que de tant ; si les ressources consacrées à l'investissement atteignent tel chiffre, la consommation individuelle augmentera de tel pourcentage pendant telle période, mais son pourcentage d'augmentation sera plus grand pendant la période suivante, etc.

#### La gestion de l'économie

Le travail d'élaboration du plan et de ses "variantes", confié à des organismes spécialisés, strictement techniques, sera énormément simplifié par l'emploi des méthodes modernes de calcul économique et des appareils électroniques dont l'emploi se généralise déjà. Aucune comparaison donc avec la première commission de planification en Russie, composée de membres de l'Académie des Sciences, qui, au cours des années 1921/22, réunissait péniblement des données économiques.... en grande partie fausses !

Les mêmes méthodes modernes de calcul, les mêmes outillages perfectionnés seront utilisés dans la gestion des différents secteurs de l'économie. En effet, une gestion ouvrière de la production, non plus au niveau d'une entreprise particulière, mais au niveau de secteurs industriels et de l'ensemble de l'économie, n'est possible que si les tâches de direction ont subi une simplification telle que les producteurs et leurs conseils peuvent, là aussi, décider EN CONNAISSANCE DE CAUSE. C'est ainsi que le développement technique au lieu de rendre les problèmes plus complexes servira à les clarifier, à en dégager les points essentiels sur lesquels le choix ne peut être fait que par des hommes, mais le reste sera fait par des machines.

Dans le cadre du Plan de production général adopté, la coopération entre les entreprises sera effectuée, horizontalement, par des comités de branches d'industrie formés de délégués des conseils des différentes entreprises, et verticalement par des comités de production représentant les étapes successives de la production (par exemple : sidérurgie - industrie des machines-outils - industrie mécanique).

Mais les décisions fondamentales, les décisions politiques dans le vrai sens du mot, seront toujours, comme nous l'avons dit plus haut, du ressort des cellules de base de la société : les conseils ouvriers d'entreprise, les communautés paysannes.

#### Les conseils et la gestion de l'"Etat"

En ce qui concerne l'ensemble des fonctions aujourd'hui assumées par les municipalités, elles seront du ressort des administrations locales et régionales, sous le contrôle des conseils ouvriers locaux et régionaux.

Il en sera de même pour un grand nombre de fonctions aujourd'hui exercées par l'appareil de l'Etat, fonctions que les administrations intéressées continueront d'exercer sous le contrôle de l'Assemblée Centrale des conseils et

du Gouvernement.

Il faut constater, en effet, que l'Etat a cessé depuis longtemps d'être exclusivement un appareil de répression et de direction politique. Même dans les pays d'Occident où tout n'est pas étatisé - comme c'est le cas en URSS et dans les pays de l'Est - l'Etat exerce une foule d'activités d'ordre économique et social. En France, des nombreuses administrations produisent des objets ou fournissent des services : les hôpitaux, les HLM, les chemins de fer, les transports en commun, les postes, les charbonnages, l'EDF, les entreprises nationalisées comme Renault, les chantiers navals, les manufactures de l'Etat, etc., sont des véritables entreprises. Elles seront donc reconnues pour ce qu'elles sont et, tout comme les autres, elles seront gérées par des conseils élus. Intégrées dans les grands ensembles d'industries et de services qui fonctionneront dans le cadre du Plan de production général, le rôle de ces "administrations" sera limité à l'exécution des tâches qui leur sont propres.

Mais une grande partie de l'administration actuelle sera purement et simplement supprimée. Cela concerne aussi bien la défense nationale que la police, la magistrature, les contributions et mille autres organismes dont le rôle véritable aujourd'hui est simplement d'exercer un contrôle et une surveillance de la population par la classe capitaliste.

Dans une première phase, la défense du nouveau régime socialiste sera assumée par les milices ouvrières armées qui se seront constituées au cours de la lutte elle-même. Les tâches de "police" seront confiées à ces milices et à des détachements formés par des travailleurs, dont les effectifs, fournis par les entreprises, seront entièrement renouvelés périodiquement. La justice sera administrée par des "tribunaux populaires" élus par les travailleurs sur une base locale et périodiquement renouvelés.

#### L'organisation collective de la production et de la vie sociale

La gestion de la production et de toutes les activités sociales par la population travailleuse organisée en conseils est non seulement possible, mais encore elle répond à l'énorme développement actuel des moyens de production et des techniques. Ce développement, en effet, est constamment entravé aujourd'hui par l'organisation privée de l'économie et de la société.

Aujourd'hui, ni la production ni l'Etat ne visent à satisfaire les besoins matériels, culturels, humains des masses ; leur but est essentiellement de conserver les priviléges de la classe des dirigeants : capitalistes ou bureaucrates. L'immense puissance créatrice des centaines de millions de travailleurs, dont les moyens de production et les techniques actuels pourraient permettre un épanouissement inimaginable, est étouffée, brisée par les dirigeants. Les travailleurs sont ainsi réduits au rôle de simples robots, exclus de toute participation à l'organisation de leur travail et de leur vie. Mais l'organisation collective de la production et de la vie sociale est déjà contenue en germe dans la production moderne.

La production moderne, non seulement rassemble dans des grandes unités industrielles des masses croissantes de producteurs, rend le travail des uns étroitement dépendant du travail des autres, mais exige encore, par suite de sa complexité, une participation, un intérêt soutenu. Cette participation, cet intérêt, qui sont aussi indispensables dans la vie sociale en général, la classe dirigeante s'efforce de les obtenir des producteurs de deux façons : par la promesse de satisfactions matérielles et par la contrainte. Sur le plan de l'entreprise, par exemple,

c'est la politique de la Direction pour "l'intéressement aux bénéfices", pour les "avantages maison", et c'est aussi le travail soumis à un contrôle rigoureux, les sanctions pour malfaçons, pour absences, etc.

La classe dirigeante voudrait ainsi résoudre ce problème insoluble : faire que les travailleurs s'intéressent à leur travail, qu'ils aient une attitude "positive" vis-à-vis de l'usine, de l'entreprise, tout en leur refusant la seule chose qui pourrait les intéresser : déterminer eux-mêmes les buts et les conditions de leur travail. Les dirigeants voudraient obtenir cet être impossible : le robot qui s'intéresse à ce qu'il fait.

La même chose est vraie en ce qui concerne les relations entre la population travailleuse et l'Etat, la politique, les affaires du pays : il faudrait s'y intéresser, mais en laisser la direction à la classe dominante.

Supprimer la classe des dirigeants - capitalistes ou bureaucrates - (2) signifie supprimer le seul obstacle à une attitude positive des producteurs, c'est ouvrir la porte à la seule participation possible, car la seule réelle : la gestion de la production et de la vie sociale par la population travailleuse, producteur collectif de la société moderne.

Cette gestion, seule l'organisation en conseils la rendra possible, car seuls les conseils peuvent permettre aux travailleurs de décider et d'agir partout : au niveau de l'entreprise, de la localité et du pays tout entier (3).

Mais dans quel sens s'exercera cette gestion ? Cherchera-t-on à obtenir une augmentation progressive et illimitée de la consommation ? Le socialisme est-ce plus de beurre, plus de voitures, plus de vacances pour tous ? Si la population travailleuse prend son sort entre ses mains, comment transformera-t-elle sa propre vie ?

---

Dans un prochain article : LES BUTS DE LA SOCIETE SOCIALISTE.

(2) Il ne s'agit pas de les fusiller en masse, bien entendu ! mais de supprimer leur pouvoir, de les supprimer en tant que classe qui domine et exploite.

(3) Nous n'avons pas abordé dans cet article le rôle d'un parti révolutionnaire dans la démocratie des conseils. Un tel parti, qui regroupera les travailleurs et les intellectuels les plus avancés, jouera un rôle essentiel au cours de la révolution. Son but sera d'aider les travailleurs à faire de leurs conseils les seuls organes de pouvoir. Il s'opposera donc à ce que le pouvoir soit détenu par un parti quel qu'il soit. Il s'efforcera d'indiquer les moyens et les solutions permettant l'épanouissement de la démocratie socialiste et luttera énergiquement contre tout retour en arrière et toute déviation bureaucratique.

---

Des abonnés de "Pouvoir Ouvrier" à : NIMES, BELFORT, CAEN, DENAIN, GRENOBLE, LE MANS, MONTPELLIER, LILLE, TOULOUSE, LYON et MARSEILLE demandent à se mettre en rapport avec les lecteurs de leur région.

Ecrire à "Socialisme ou Barbarie", 42, rue René-Boulanger, Paris Xème.  
qui transmettra.

LA PAROLE

AUX

TRAVAILLEURS

LE RENDEMENT A L'ECOLE PRIMAIRE

Monsieur l'Inspecteur vient d'expliquer à un jeune instituteur comment il fallait travailler dans la classe.

"Le soir, quand vous sortez, vous ne devez plus avoir de cahiers à corriger (il exige pourtant une correction minutieuse) - voilà comment il faut procéder : Dès que vous avez fini la leçon de morale, vous mettez au tableau l'exercice suivant, calcul par exemple ; quand les enfants ont fini de copier la morale, ils font leur opérations ; vous ne devez pas rester à votre bureau, votre place est dans les rangées ; pendant qu'ils font les opérations, vous corrigez la copie de morale, pendant qu'ils font le problème, vous corrigez les opérations, vous corrigez le problème en dictant l'orthographe, et la dictée pendant qu'ils rédigent les questions. Vous devez expliquer, interroger, surveiller, corriger, ne pas vous asseoir. Le soir, quand les élèves sont partis, vous avez alors le temps de rédiger votre journal de classe, de faire vos fiches de préparation, de préparer la classe du lendemain, etc.,....".

Le système semble logique, mais au cas où l'instituteur est capable de l'appliquer, que se passe-t-il du côté des élèves ? Dans le meilleur des cas, pendant que nous corrigons le texte de morale, ils copient les opérations les uns sur les autres, et ainsi de suite ; les corrections en sont facilitées, car, sur tous les cahiers nous trouvons les mêmes fautes, et nous obtenons ainsi du même coup un deuxième résultat, que Monsieur l'Inspecteur réclame : une classe "homogène", sur les cahiers en tout cas. Dans l'autre cas, c'est-à-dire quand l'instituteur ne sait pas faire régner dans sa classe une crainte suffisante pour maintenir le silence et le calme, même quand il tourne le dos, la plus grande partie de la classe n'essaie même pas de copier les devoirs. Les élèves tirent de leurs poches des objets hétéroclites, la classe se remplit de bruits divers allant des chuchotements et grattements aux chocs, parfois à l'explosion.

Dans un cas comme dans l'autre, le maître de la classe se crève, il sort vidé, les enfants, eux, sont nerveusement fatigués, intellectuellement "intacts", et, au début de leur scolarité, profondément déçus.

Le niveau scolaire baisse. Les professeurs des Lycées et Collèges s'en plaignent amèrement, les instituteurs aussi, on l'écrit dans les journaux. Mais ce n'est pas en accélérant les cadences de travail à l'école primaire qu'on l'améliorera, au contraire. L'intelligence des enfants, même celle d'enfants d'ouvriers, ne se fabrique pas à la chaîne.

Les enfants refusent de se plier à ce système et c'est heureux, cela prouve qu'ils sont vivants. Mais il n'est pas heureux que leur intelligence, leur énergie, leur vitalité soient laissées à l'abandon.

Il n'est pas heureux non plus que l'instituteur accepte de rester 6 heures par jour face à face avec des enfants qui le considèrent un ennemi et qu'il finit lui-même par considérer comme des ennemis.

Il faut refuser de s'abrutir en faisant ainsi chaque jour le numéro que voudrait nous voir faire l'Inspecteur. Il faut mettre à l'avant de nos revendications l'amélioration des conditions de travail : effectif ne dépassant pas 25, classes à mi-temps alternant avec des activités sportives et éducatrices pour les enfants, création dans chaque groupe scolaire de classes de ratrappage pouvant accueillir les élèves qui présentent des anomalies, etc.

La froideur et la mauvaise humeur que nous réservons souvent aux parents de nos élèves, c'est à l'Inspecteur, à la Direction de l'Enseignement qu'il faudrait la manifester. Il faut nous désolidariser du système et chercher nos alliés parmi nos collègues et parmi les parents des enfants. Vis-à-vis de nos collègues, plus de cachotteries, de jalousies destinées à nous faire valoir dans l'espoir d'une promotion au choix. Quant aux parents, il faut les mettre au courant des conditions dans lesquelles travaillent leurs enfants au lieu de les leur cacher, et s'allier avec eux pour trouver des moyens d'action efficaces.

LES POLYVALENTS

Pendant des années, on a bien ancré dans la tête des travailleurs l'utilité et la justification des catégories professionnelles. Pour être professionnel, il faut, en général, avoir passé plusieurs années dans une Ecole d'Apprentissage ou quelques mois dans un Centre de formation accélérée. C'est pour cela, nous disait-on, que l'on payait davantage un P.1 qu'un OS. Puis, on payait plus un P.2 qu'un P.1, parce qu'on jugeait que celui-ci était plus formé professionnellement que celui-là, et ainsi de suite... Nous, nous disions que tout cela c'était de la foutaise; que si l'on payait plus un P.1 qu'un OS c'était surtout pour diviser les travailleurs et que la différence de paye ne se justifiait pas par la différence de travail. Et là, non seulement la Direction et les syndicats criaient au scandale, mais aussi certains travailleurs (en général les qualifiés) s'indignaient aussi. "Mais voyons, disaient-ils, nous avons appris un métier, nous ; nous sommes qualifiés et pour cela nous méritons plus que les OS qui ne savent rien faire".

La Direction vient de jeter un poids de plus dans notre argumentation. Il n'y a plus que nous, en effet, qui disons que les catégories ne sont pas justifiables et depuis quelque temps la Direction se comporte comme si elle le pensait aussi. Depuis que chez Renault on travaille comme dans l'agriculture (on embauche ou débauche suivant les saisons), ils ont besoin de bouche-trous. La nouvelle rationalisation de l'usine c'est la politique bouche-trou, c'est la création d'ouvriers polyvalents.

Dès qu'il manque des pièces dans un coin, on catapulte des ouvriers dans ce coin puis dans un autre coin on embauche ou renvoie, on réembauche ou réenvoie... Dans la fabrication d'outillage aussi : un jour on embauche des fraiseurs, on leur fait faire équipes; 3 mois après, on élimine ces fraiseurs à cause des stocks qui se sont accumulés....., alors on les change de place, et comme il manque des surfaceurs ou des raboteurs dans un autre atelier, qu'à cela ne tienne, on transforme ces fraiseurs en raboteurs, surfaceurs; des ajusteurs en rectifieurs, etc. Tout est chamboulé du jour au lendemain. Non seulement les travailleurs sont dépayrés en changeant ainsi de métier, mais ce qui est plus grave, ce qu'on a bouleversé sans tambour ni trompe, c'est la bonne vieille idée que les catégories professionnelles avaient un sens.

Ils disaient : "Il faut trois ans pour faire un bon rectifieur", maintenant on met un ouvrier qui n'a jamais touché cette machine à travailler et à s'adapter du jour au lendemain. Ils sont prêts à le licencier s'il ne s'y adapte pas et il s'y adapte ! S'il est P.2, il reste P.2 ; s'il est ajusteur ou fraiseur, il reste ce qu'il est, mais il ne fait pas le même travail pour lequel il est payé. Alors, à quoi servent toutes ces catégories professionnelles si, dans la pratique, on admet que n'importe qui peut faire n'importe quoi ? Pourquoi exige-t-on des essais extrêmement difficiles pour passer d'une catégorie à une autre si, par ailleurs, on admet qu'un ouvrier qui n'a pas appris la technique d'un métier peut l'assumer en l'espace de 24 heures ? A quoi servent toutes ces classifications, toutes ces lois, tous ces meceaux de paperasses qui divisent les travailleurs en de multitudes de salaires différents les uns des autres si, dans la réalité, on admet qu'un ouvrier peut faire le même travail qu'un autre ?

A quoi sert tout cela ? A nous diviser. A faire croire aux uns qu'ils sont plus

malins que les autres. A faire jalousser les autres, à nous faire engueuler entre nous, à créer un esprit compétitif, à séparer nos revendications, à séparer nos préoccupations. Nous sommes des ouvriers égaux et il n'y a que le salaire auquel on refuse cette égalité, et pour cause : si nous nous sentions réellement égaux les uns aux autres les patrons n'auraient plus qu'à plier bagage.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

#### LA GREVE DU 9 JUIN CHEZ LAVALETTE, A SAINT-OUEN

Bonne participation à cette grève de deux heures dans l'usine. La cantine était comble pour l'assemblée générale qui précédait le meeting local. A cette assemblée générale, peu de choses intéressantes ont été dites. Mais le fort pourcentage des travailleurs dans la grève démontrait la résonance qu'avait ce mot d'ordre d'action, non seulement pour toute la région parisienne, mais pour l'ensemble du pays.

Après l'assemblée générale, défilé jusqu'au meeting local : 1.000 à 2.000 travailleurs de l'entreprise arrivèrent les premiers au Stade Ampère, attendant ceux des autres entreprises. A 10h45, les orateurs prirent la parole, à 11h30 tout était terminé.

Quelles leçons tirer de ce mouvement ? Au meeting central, il n'y avait guère plus de 3.000 travailleurs, certainement moins que de grévistes dans la localité. Peu d'enthousiasme à ce meeting. Seul de tous les orateurs, le représentant de F.O. obtint des applaudissements et ce fut plus particulièrement à propos de la guerre d'Algérie et de la lutte à mener, tous ensemble, pour obtenir satisfaction.

Beaucoup de raisons expliquent le peu d'enthousiasme des ouvriers. Certains disaient : "Mais demain les fonctionnaires font la grève, pourquoi nous ne la ferions pas avec eux ?". D'autres expliquaient : "Mais que revendiquons-nous, que demandons-nous ?". D'autres enfin : "Et après, qu'est-ce qu'on fera ?". Les explications données par les organisations syndicales ne donnaient pas une réponse satisfaisante à toutes ces questions. La commission paritaire, la commission de conciliation, la médiation, c'est bien joli. Mais qui y croit ? Et même si des commissions réussissent, qu'apporteront-elles ? Rien, puisqu'il s'agit, pour les organisations syndicales, de revendiquer la parité entre les minimas garantis et les salaires réels. Autrement dit, il s'agit simplement d'entériner un état de fait. Il est bien évident qu'un tel objectif n'est pas très enthousiasmant.

Les organisations syndicales se sont bien gardées d'expliquer leurs responsabilités dans la situation présente. Mieux, certains orateurs ont expliqué que ce mouvement général était le résultat positif des grèves tournantes, ce qui est une stupidité, et les mêmes ont expliqué que si le Gouvernement sanctionnait les gars de la R.A.T.P. c'était ....par faiblesse, ce qui est une ânerie.

Mais la guerre d'Algérie, De Gaulle, le régime, contre tout cela peu d'attaques, et surtout pas l'exposé des moyens qui permettraient de combattre.

Or, les travailleurs sont une force immense, irrésistible. Non pas au niveau de l'usine, ni d'une localité ou d'une région, pas plus qu'au niveau d'une corporation entière. Ils sont une force immense au niveau de tout le pays, toutes corporations réunies. Contre cette force, De Gaulle ni personne ne peut rien quand elle se met en marche.

Mais les chefs syndicaux, à l'échelon le plus élevé, sont-ils disposés à mettre cette force en mouvement ? Telle est la vraie question. Que ce soit la question des salaires ou toute autre, c'est aujourd'hui une question de lutte contre le régime. C'est d'abord là-dessus qu'il faut que les gens s'expliquent et ouvrent une perspective qui soit autre qu'une 4ème République nouvelle manière. Mais parce que cela n'est pas fait, on comprend alors le manque d'enthousiasme des travailleurs. Les débrayages se font, c'est vrai, et massivement, mais il manque quelque chose et on s'en est bien rendu compte chez Lavalette et dans tout Saint-Ouen. Mais la réponse dépend des travailleurs.

(Extrait de "Voix Ouvrière", 13-6-60)

## POUR QUOI NOUS LUTTONS

---

Le monde capitaliste se survit sans rien changer à la division de la propriété entre possédants qui dirigent et dépossédés qui exécutent. A l'Est comme à l'Ouest, les dirigeants de l'économie et de l'Etat s'empilent à transformer le travailleur en automate asservi aux machines, obéissant docilement aux slogans de la propagande officielle.

Depuis sa naissance, la classe ouvrière a lutté pour se libérer de l'exploitation et pour organiser la société sur une base collective.

La seule solution à la crise du monde moderne c'est l'organisation de la société par les travailleurs, le pouvoir des travailleurs exercé par des conseils élus et révocables, par des organes permettant à toute la population travailleuse de gérer la vie sociale. La population travailleuse n'est rien d'autre que le producteur collectif de la société moderne. Elle est donc seule capable d'organiser la production et d'établir une planification répondant à ses propres besoins.

Ouvriers, employés, intellectuels, nous combattons pour le socialisme, pour le POUVOIR OUVRIER.

Les organisations qui prétendent représenter la classe ouvrière ont abandonné ce combat depuis longtemps.

Les centrales syndicales actuelles ne sont même plus capables de soutenir sérieusement les revendications ouvrières pour les salaires et les conditions de travail.

Contre les appareils bureaucratiques qui dirigent les syndicats actuels, nous ne préconisons pas de former des nouveaux syndicats, mais nous agissons pour que les travailleurs décident eux-mêmes de leurs propres revendications, organisent et contrôlent à la base leurs propres luttes.

Contre les divisions des salariés en catégories, nous proposons de défendre des revendications qui les unissent en un seul bloc : des revendications anti-hiéronymiques.

Contre le nationalisme qui asservit les exploités aux exploiteurs de chaque pays, nous proclamons la nécessité d'unir les prolétaires de tous les pays en un seul mouvement international.

Nous luttons pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde des travailleurs manuels et intellectuels dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir.

### LE POUVOIR DES CONSEILS DES TRAVAILLEURS.

Si vous voulez recevoir régulièrement "POUVOIR OUVRIER"

A B O N N E Z - V O U S : Un an = 12 n°s = 2 NF ou 8 timbres à 0,25 NF

Si vous désirez AIDER l'action entreprise par "POUVOIR OUVRIER"

souscrivez un ABONNEMENT DE SOUTIEN : Un an = 5 NF.

Faire les versements au compte de "SOCIALISME OU BARBARIE" :

C.C.P. PARIS 11.987.19 - 42, rue René-Boulanger, Paris X<sup>e</sup>